

eco

EDITION FRANCOPHONE



EDITION FRANCOPHONE

ECO est publié par les organisations non gouvernementales depuis la Conférence de Stockholm sur l'environnement en 1972. Cet exemplaire est produit de façon collective par les groupes du Réseau Action Climat mondial présents à COP17 - MOP 7, Durban, Nov-Décembre 2011

Pour recevoir ECO directement par email chaque matin lors des négociations : envoyez un email vide à ecodiffusion-subscribe@rac-f.org

CELA PARAÎT TOUJOURS IMPOSSIBLE JUSQU'À CE QUE CE SOIT FAIT

Ministres et Délégués,

Les jeunes qui arpentaient les couloirs de l'ICC hier étaient à la recherche de leur avenir. L'avenir d'un système basé sur des règles, juste et multilatéral. Cet avenir peut commencer aujourd'hui. Il semble que l'on soit en train de basculer du côté de la coalition de l'ambition. Les voix des pays progressifs se sont élevées. Les appels de l'AOSIS et des PMA sur le fait que 2020 serait beaucoup trop tard sont maintenant entendus.

La feuille de route de Bali devait nous mener à un accord équitable, ambitieux et contraignant, mais nous nous sommes perdus en route. Une « nouvelle feuille de route » risquerait de répéter cette histoire. Avec la science dont nous disposons aujourd'hui, ce serait désastreux. Parties, vous devez quitter Durban avec un mandat pour des négociations sur un instrument légalement contraignant qui s'achève en 2015.

Les positions progressives du Groupe Afrique ont eu un impact. L'alignement croissant de l'UE avec les pays vulnérables s'est fait évident dans l'appel commun à l'action d'hier. Des signaux montrent que les BASIC engagent des discussions sur la forme et la durée. Et les US sont de plus en plus isolés avec leur feuille de route vers nulle part. Nous filons actuellement vers 3,5°C – ce qui veut dire 5°C ou plus pour l'Afrique. Ministres et délégués, vous devez nous sortir de cette trajectoire qui condamne nos frères et sœurs Africains à plus de sécheresses, plus de famines, plus de problèmes de santé et une instabilité croissante.

Alors que les événements climatiques extrêmes des derniers mois, partout dans le monde, l'ont bien montré, l'Afrique ne sera pas la seule à souffrir. Les coûts d'une action immédiate sont bien moindres que les coûts pour l'économie, l'intégrité environnementale et la souffrance humaine si vous refusez d'agir.

Ministres, il vous revient de répondre à la demande de la société civile mondiale pour une action efficace maintenant dans vos délibérations finales à huit clos. Et ne permettez ni aux US ni à d'autres de faire blocage.

Durban ne peut pas accoucher d'un nouveau compromis qui échoue sur l'ambition, les financements et le cadre légal ambitieux et équitable dont nous avons besoin pour rester le plus loin possible des 2°C.

La coalition de l'ambition peut gagner et garantir que Durban produise non seulement une feuille de route mais aussi une deuxième période d'engagement au Protocole de Kyoto intègre environnementalement – sans réduction des objectifs par les échappatoires.

Il est également essentiel de lancer un programme de travail d'un an sur l'atténuation, qui comprenne une « intersession de l'ambition » et un segment ministériel dédié pour s'accorder sur des objectifs de plus de 40% d'ici 2020 et des NAMAs ambitieux l'année prochaine.

Il est évident que la COP Africaine doit déboucher sur un résultat positif sur les financements : adoption d'un instrument de gouvernance du Fonds Vert, promesse de contributions initiales pour le Fonds, identification des sources comme source de financement prometteuse, et un programme de travail sur les financements de long terme spécifiant qu'il faut continuer à travailler sur les sources et la taxe sur les transactions financières dans les pays développés.

Aujourd'hui, les mots du grand Nelson Mandela résonnent : « Cela paraît toujours impossible jusqu'à ce que ce soit fait Ministres et Délégués ». La bonne nouvelle, c'est que cela ne semble plus impossible, mais qu'il reste encore beaucoup de travail à faire ici à Durban. Et maintenant, c'est à vous de décider.

Merci à toi Afrique du Sud

ECO souhaiterait féliciter l'Afrique du Sud pour son organisation de haut niveau pour cette COP 17.

Ici à Durban nous avons eu droit à un centre de conférence bien situé, à des coûts de transport et une empreinte carbone réduits et des transports efficaces et sans embouteillages.

Les personnes qui travaillaient sur place et le secrétariat ont été efficaces et aimables durant cette rencontre.

De nombreuses salles étaient disponibles pour les réunions, de nombreux ordinateurs également et assez d'espaces extérieurs pour se ressourcer après les sessions de travail qui dureraient trop longtemps. La musique africaine à la réception d'ouverture a élevé nos esprits.

Il y avait quelques lourdes pressions lorsque la politique locale interférait avec la conférence, mais ceci n'a pas annulé les efforts communs pour obtenir les résultats que nous espérons ces dernières heures.

C'est un grand effort à consentir par un pays pour la réussite d'une COP. L'Afrique du Sud a énormément fait pour donner sa propre marque positive à cette COP 17.



Rayon du Jour

Groupe Afrique

Constructif, ayant fourni des propositions progressistes sur l'ambition et l'intégrité environnementale.



Fossile du Jour

#1 – Etats-Unis

Aspire beaucoup, mais n'agit pas.

#2 - Japon, Canada, Russie

Tournent le dos au PK.

#3 - Nouvelle-Zélande

Pour poser des conditions non-négociables

Le tremplin africain

Une «COP africaine», qu'est-ce que cela signifie au juste ? Doit-on penser à une «COP plage», où nous décidons de presque autant de choses qu'à Bali ? Pourrait-il y avoir ici à Durban un résultat qui mette le Plan d'action de Bali réellement en œuvre, au lieu de simplement le recycler ?

La résolution du Groupe Afrique - «*Kyoto ne mourra pas sur le sol africain*» - pourrait bien porter ses fruits, mais à quel prix - et cela sera-t-il suffisant ? Aurons-nous une perspective forte de mobilisation de fonds publics, avec des sources décidées à la COP 18 ? L'ambition globale des mesures d'atténuation nous donnera-t-elle une petite chance de maintenir le réchauffement bien en dessous de 2°C ?

Si la forme est importante, elle doit néanmoins s'accompagner d'un minimum de substance. Tout comme un nouveau Fonds sans financements prévisibles à long terme ne serait qu'une coquille vide, la suite du Protocole de Kyoto doit également contenir des objectifs compatibles avec un accès équitable au budget carbone limité qu'il nous reste pour ce siècle, considérant la manière dont notre atmosphère commune a été utilisée.

Cet impératif de justice signifie aussi un accès équitable de tous à un développement durable.

Et cela ne viendra pas d'une simple prolifération d'institutions. Se doter de récipients vides n'est pas une stratégie de développement bas-carbone. Finies les promesses creuses, s'il vous plaît.

S'il semble que nous obtenions un paquet raisonnable d'institutions, notamment le Fonds vert, le Comité d'adaptation, le Centre de technologies, etc., mais cependant avec peu de contenu, le Groupe Afrique tiendra-t-il bon ? Si nous obtenons l'engagement d'avoir des décisions sur des sources prévisibles de financements publics à la COP 18, l'Afrique insistera-t-elle aussi pour obtenir des engagements d'atténuation plus ambitieux dans ces mêmes délais ?

Un casse-tête annuel, pas seulement pour les Africains, quand il s'agit de la façon de fournir une évaluation franche des résultats de la COP sans passer pour un marchand de malheur ou alimenter le récit des défaitistes. La position défaitiste, soutenant que le monde - pendant de nombreuses années - ne parviendra pas à un développement sobre en carbone, est une hypothèse qui sous-tend les arguments récents de nombreux lobbyistes d'affaires sud-africains s'opposant une taxe carbone nationale.

Nous préférons envisager un succès plutôt

qu'un compromis, et faire progresser un ensemble complet de processus suffisamment définis et limités dans le temps pour réduire les émissions mondiales à temps et mobiliser les financements publics nécessaires pour soutenir une transition globale, juste et sobre en carbone. La crédibilité en jeu ici n'est pas seulement celle de la CCNUCC, mais de tout gouvernement qui dépeint le recul de Bali en tant que tremplin pour un accord fondé sur des règles multilatérales. Comme les chefs religieux ne cessent de dire à la Conférence, il s'agit d'une question morale. Le développement sobre en carbone et respectueux du climat est un impératif éthique testant la moralité de nos dirigeants et nos institutions. Si les Nations et Etats ne peuvent pas agir collectivement dans l'intérêt commun, quel est leur but ou légitimité ?

Nous avons besoin d'un élan africain dans les systèmes économiques et sociaux, et nous ne pouvons pas nous permettre d'attendre le Qatar. L'équité est-elle un idéal trop élevé ? Même si cela nous prend toute la journée du samedi, nous devons assurer le contenu ainsi que la forme et non nous contenter de simplement éviter la disparition de Kyoto.

Offrons donc un tremplin africain pour une action multilatérale efficace.

Les financements ont le vent en poupe

Alors que nous écrivons, les médias citent les ministres excités rapportant des avancées, même des avancées majeures. Un air des possibles transpire de la conférence de presse jusque dans les salles de négociations. Les nuages sombres du Fonds Vert se sont évaporés, et jeudi, les premières annonces sont arrivées.

Les Ministres ont besoin de démontrer que le Fonds Vert n'est pas simplement une coquille vide, et que l'engagement des 100 milliards pris à Copenhague était sérieux.

Dans cet esprit, des progrès doivent maintenant être fait sur cet enjeu central des financements: mobiliser et augmenter les volumes des financements innovants.

Comme proposé par le Groupe Afrique et les AOSIS, un programme de travail est requis sur les sources de financement pour mener à une décision en COP 18. Cela facilitera la convergence des options qui pourraient permettre de générer les fonds attendus pour l'adaptation et l'atténuation.

Un programme de travail crédible doit livrer au minimum : des dispositions pour des revenus issus des réductions des émissions des secteurs des transports maritime et aérien. (bunkers); une sélection d'autres sources potentielles pouvant

être envisagées pour la suite; la procédure pour une évaluation des besoins; des principes pour le partage des efforts entre pays développés en prenant en compte les engagements financiers existants; et enfin les paramètres pour augmenter les volumes de financements, en partant des niveaux actuels des financements, pour parvenir au moins aux 100 milliards par an en 2020.

Un deuxième élément qui est mûr pour une avancée décisive est la fixation d'un prix pour les émissions induites par les transports maritime et aérien globaux, afin de combiner réduction des émissions et financements, tout en s'assurant que les pays en développement en soient des bénéficiaires nets. Syndicats, industrie, organisations environnementales, ministères des finances et un nombre croissant de pays convergent autour de solutions qui peuvent permettre de compenser les impacts pour les économies en développement et, par exemple abonder le Fonds Vert.

Après une décennie d'hésitations et de ronds de jambes, les enjeux du transport international ont été renvoyés aux ministres sous l'item Approches Sectorielles Coopératives. En se montrant à la hauteur de ce challenge, Durban peut faire une contribution historique à la protection du climat. Des progrès doivent être réalisés sur

le secteur maritime, pour laquelle des propositions ambitieuses sont d'ores et déjà considérées. Un accord à la COP 17 doit contribuer à un accord global sur les émissions maritimes à l'Assemblée de l'OMI en 2013.

Un report supplémentaire ne ferait que retarder l'action alors que ce secteur connaît des courbes d'émission croissantes depuis au moins trois ans.

Messieurs les Ministres, S'il vous plaît, ne laissez pas échouer cette opportunité sur la plage de Durban. Vous avez le vent en poupe, nous mener à bon port aujourd'hui devrait vous être une tâche facile.

REMERCIEMENTS

Cet ECO a été réalisé avec l'aide financière de la Fondation Prince Albert II de Monaco et du ministère français de l'écologie (MEDDTL). Le contenu relève de la seule responsabilité de Réseau Action Climat et ne peut en aucun cas être considéré comme reflétant la position de ces deux partenaires. Le RAC-F remercie l'équipe de l'ECO anglophone ainsi que tous ceux qui chaque jour, se sont levés tôt pour donner un coup de main pour la traduction : Marion Richard, Alix Mazounie, Marie Cheron, Célia Gautier, Anne Chetaille, Catherine Saillard, Eloïse Savoie, Sébastien Blavier, Ange David Baimey, Gwenaël Wasse, Ange-Benjamin Brida, Jérôme Frignet, Philippe de Rougemont, Antoine Bonduelle, Jean-Pierre Moussaly, Yann Louvel, François Perillon, Patrice Burger et Marc Mossalgué.